

Après l'hiver du couvre-feu, le printemps de la colère !

15 février 2021

Ces derniers mois auront été des mois de lutte pour nos libertés. Profitant des contextes sanitaires et sécuritaires, le gouvernement a en effet lancé une offensive tout azimut contre nos libertés publiques et individuelles. Entre le projet de loi sécurité globale, celui sur le séparatisme devenu « confortant le respect des principes de la République », le schéma national du maintien de l'ordre, les décrets fichage et ensuite le « beauvau de la sécurité », le gouvernement impose un ensemble de mesures très autoritaires. Elles ont pour but de faire taire les oppositions à ces politiques de destruction sociale et aux suppressions massives d'emploi.

Il s'agit en réalité d'empêcher celles et ceux qui n'entendent pas subir d'occuper l'espace public pour exprimer leur opposition à ce qui détruit leur dignité. Pourtant, avec la coordination nationale Stop Loi Sécurité globale et ses déclinaisons territoriales, la rue s'est levée et continue à le faire, résolue malgré la répression et les violences policières à faire entendre sa colère, faire valoir ses droits et défendre ses libertés pour construire une société pas toute entière acquise à l'avidité mais au contraire à la solidarité, à l'égalité, à la liberté d'expression et à l'entraide.

Et si les conséquences du confinement ont pu être relativement amorties grâce aux systèmes sociaux encore existants, tel le chômage partiel, il n'en reste pas moins que le patronat et les intérêts financiers continuent leur travail de sape de la protection sociale et font de l'emploi la variable d'ajustement de leurs marges bénéficiaires. Le gouvernement, qui est leur allié, n'entend d'ailleurs pas combattre la précarité galopante qui touche tous les secteurs et les couches d'âge, en particulier les jeunes et les étudiant·es, mais aussi les sans papiers à qui seule la misère paraît promise. Alors que le chômage explose, il n'entend pas non plus remettre en cause cette réforme délétère de l'assurance chômage qui promet de jeter des centaines de milliers de chômeur·euses dans le dénuement... tout cela pendant que les services publics, en premier lieu celui de la santé, crèvent de ne pas pouvoir recruter des centaines de milliers de personnes pour faire face à une crise sanitaire que notre hôpital public n'est, par exemple, pas en mesure d'absorber. Et que se poursuivent les suppressions de lits... L'éducation, en première ligne elle aussi, souffre d'une politique de casse des moyens mais aussi de mise au pas autoritaire de la part d'un ministre rejeté massivement par les personnels.

La réponse, nous la connaissons toutes et tous, elle est syndicale, elle est collective, elle est dans la solidarité avec celles et ceux dans le besoin. Comme pour défendre nos libertés, nous devons encore et toujours combattre pied à pied, par la grève, par la manifestation, par l'occupation de l'espace public, celles et ceux qui entendent faire de la société un simple objet d'exploitation et de profit alors qu'elle doit être le lieu de l'émancipation. Face au chômage, aux suppressions d'emplois, face aux discriminations et inégalités sociales, les mobilisations sont fortes dans nombre de secteurs. Par delà nos spécificités, ne manquons jamais de nous rassembler et de combattre ensemble.

A commencer le 8 mars, journée de lutte internationale pour les droits des femmes, jour de grève et de manifestation s'il en est pour notre syndicat féministe : nous sommes toujours plus résolus à obtenir cette indispensable égalité entre femmes et hommes et conquérir de nouveaux droits !

De plus les femmes sont en 1re ligne depuis le début de la crise sanitaire, étant indispensables pour assurer les tâches essentielles et vitales : aides-soignantes, animatrice, Accompagnante des Elèves en Situation de Handicap (AESH), auxiliaires de vie sociale, assistantes maternelles, éducatrices

spécialisées, assistantes sociales, infirmières, agente de service hospitalier, administratives, ouvrières, hôtesse de caisse, femmes de ménages, enseignantes, etc. Elles ont dû continuer à assurer à la maison les tâches domestiques, l'école quand les classes sont fermées, l'éducation des enfants, les soins aux aîné·es. On a toutes les raisons de se mettre en grève le 8 mars, au boulot comme à la maison. Alors le 8 Mars, Solidaires, dans un cadre unitaire large appelle à la grève féministe !

Mars ce sera aussi la suite des mobilisations contre les projets liberticides du gouvernement, contre les répressions anti syndicales qui sont toujours bien là et également aux côtés des sans papiers avec la Marche des solidarités pour obtenir qu'ils et elles puissent résider là où ils/elles le souhaitent sans risquer d'être expulsé·es.

Le 20 mars aura lieu la marche (nationale) annuelle des familles et blessés contre les violences policières à 13h12 à Paris. En mars, c'est également la lutte contre la réforme régressive de l'assurance chômage que le gouvernement veut imposer au premier avril.

C'est aussi le 27 mars la lutte européenne pour un logement et des conditions de vie décentes de chacun·e.

C'est encore et toujours dans la santé, dans l'éducation, dans le secteur privé, la lutte pour nos droits, contre la privatisation des services publics comme EDF, pour la satisfaction des besoins sociaux, pour une société digne, écologique et socialement respirable.

Confinement ou pas, ce printemps doit être celui de nos luttes et de nos colères !

Lire aussi : [Edito extrait du dernier n° du journal national de Solidaires](#)

- [Emplacement : Edito >](#)
- [Adresse de cet article :](https://solidaires.org/Apres-l-hiver-du-couvre-feu-le-printemps-de-la-colere)
<https://solidaires.org/Apres-l-hiver-du-couvre-feu-le-printemps-de-la-colere>